

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 179 - VENDREDI 24 MAI 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

La candidature d'Anne Hidalgo comme maire a été validée par 2 715 militants du PS parisien. Ils étaient 161 655 votants à la primaire pour la présidentielle. Mais ça, c'était avant...

AGENDA MILITANT

→ 28 mai

Rennes, [Débat avec Bernard Friot](#)

→ 30 mai

Castres [Ne vivons plus comme des esclaves ! \(Grèce\)](#)

→ 1er juin

Paris [Les peuples unis contre la Troïka](#)
Toulouse [Marche contre l'austérité](#)

Nantes [Accès aux soins à la ville et à la campagne](#)

→ 2-4 juin

Gaillac/Toulouse [Ne vivons plus comme des esclaves ! \(Grèce\)](#)

→ 7-8 juin

Athènes [Alter-summit Une autre Europe maintenant !](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Débats

[L'écosocialisme en débat](#), S. Joshua,
P. Zarka, P. Khalfa, R. Martelli
[Discrimination transgenres](#)

En attendant la fin du spectacle

Un déséquilibré tire à blanc pendant le direct à Cannes du *Grand Journal*. Les animateurs se cachent sous la table, on évacue le public, l'émission s'interrompt. Le spectacle est là. Le grand, le beau, celui dans lequel nous trempions toujours un peu plus. Le même jour, ou la veille ou le lendemain, un homme se suicide dans une maternelle, sous le regard bleu d'enfants. Le spectacle est là, le grand, le beau, celui dans lequel nous trempions toujours un peu plus. La vie, c'est du cinéma.

Y a-t-il de bons films cette année au Festival ? C'est possible, mais comme la critique est morte, assassinée par le marché qui, lui, ne tire pas à blanc, c'est difficile de le savoir. On lit l'interview d'un critique de cinéma, Alex Masson. Voici ce qu'il dit : « *Concrètement, c'est simple : en un an j'ai perdu à peu près 60 % de mes revenus. Et je ne suis pas le plus mal loti. J'en connais qui en ont perdu 100 %. Ce qui se passe, c'est que la majorité des journaux dans lesquels on peut gagner de l'argent appartiennent à des groupes qui, aujourd'hui, sont dans une logique générale de très court terme : il faut que ça rapporte de l'argent tout de suite.* » La critique ne rapporte pas d'argent, au pire elle en fait perdre. Elle n'est plus de ce monde.

Le spectacle continue. Un historien d'extrême droite se suicide sur l'autel de Notre Dame avec un pistolet belge qui ne tire qu'un seul coup. Sur son blog, il écrivait : « *Il faudra certainement des gestes nouveaux, spectaculaires et symboliques pour ébranler les somnolences, secouer les consciences anesthésiées et réveiller la mémoire de nos origines.* » C'est à lui qu'on attribuera la Palme de la meilleure mise en scène. Avouons que son geste a plus de gueule que des Femen en petites tenues sur le parvis de la même cathédrale. Sinon, pour se reposer de tout ce cirque, on peut aller voir l'expo Debord à la BNF. Sur la question du "spectaculaire intégré", tout est dit.

● Arnaud Viviant



Désarmement nucléaire : un combat articulé sur le local et le global

La France donne le “mauvais exemple” d’une orientation militaire pronucléaire renforcée. Le combat pour le désarmement nucléaire ne doit-il pas au-delà de la dénonciation des périls et des coûts travailler plus fortement des alternatives pour convaincre et mobiliser ? Ce sont les questions posées dans ce dossier avec une contribution de Louis Aminot.



Fr. Hollande entendra-t-il les pacifistes rassemblés le 9 juin au Festival Debout tout le monde ?

La dangerosité du nucléaire militaire, son coût sont les arguments classiques des tracts, des analyses d’associations et de mouvements pacifistes, des manifestations organisées contre les armes de destruction massive. Ainsi dans un communiqué commun, le Mouvement de la Paix et la CGT Bretagne relèvaient que « les dépenses militaires mondiales qui s’évaluaient en 1998 à 680 milliards de dollars ont atteint 1 630 milliards de dollars en 2010. En France, les budgets militaires sont à la hausse depuis 2002, pour atteindre 41 milliards d’euros en 2011 ». D’où l’appel renouvelé à se mobiliser contre « cette situation [qui] s’accompagne d’une volonté de remilitarisation des relations internationales sous la pression de certains gouvernements dont ceux engagés dans l’OTAN » (1). De son côté, Europe Ecologie les Verts/Bretagne souligne également que « l’abandon des seuls objectifs annuels de modernisation de la force de frappe permettrait aux contribuables français d’économiser chaque année, sur le budget de la défense nationale, plus d’un milliard d’euros. En temps de crise, il y a d’autres choix pour se concentrer sur l’emploi, la transition énergétique, la santé, la protection de l’environnement. » (2)

La publication le 29 avril du *Livre blanc*

de la Défense et de la Sécurité nationale conforte ces points de vue. L’avance technologique de la France y est vantée et la continuité de son développement prônée. On y trouve l’affirmation à la fois de la nécessaire “autonomie” de la

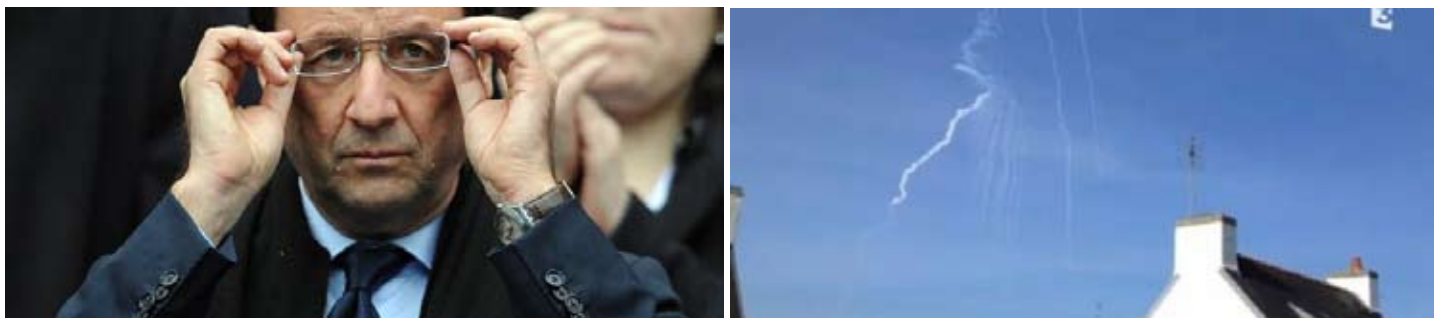
Une « situation [qui] s’accompagne d’une volonté de remilitarisation des relations internationales sous la pression de certains gouvernements dont ceux engagés dans l’OTAN. »

France et ... de son engagement dans l’OTAN. On y lit aussi que l’industrie de défense est une « composante majeure de l’autonomie stratégique de la France » et que l’un des 4 axes de la politique de la France sera « l’accompagnement des efforts de nos entreprises à l’international pour accroître le volume de leurs exportations », soit dit “cru et dru” du commerce des armes, dont le nucléaire n’est pas exclu.

Plus insidieux, bien que clairement décryptable, le conditionnement des esprits est inclus dans le programme. Parce que « *L’adhésion de la Nation aux politiques mises en œuvre dans le domaine de la défense et de la sécurité nationale est indispensable pour justifier les efforts que celles-ci impliquent* », un dopage ad hoc est préconisé : « *Un effort particulier et prioritaire doit être engagé en direction des futurs dirigeants publics et privés. Il apparaît indispensable que ceux-ci bénéficient, à un ou plusieurs moments de leurs cursus de formation, d’un enseignement sur la stratégie de défense et de sécurité nationale.* » Ce n’est pas tout : « *S’il apparaît souhaitable que ce type d’initiation soit, à terme, généralisé à l’ensemble des institutions d’enseignement supérieur, sa mise en œuvre ne peut être que progressive. Elle pourrait, dans un premier temps, être engagée dans un nombre limité d’établissements dont les étudiants ont le statut de fonctionnaire (l’école nationale d’administration, les écoles normales supérieures de Paris, Cachan, Lyon et Rennes, l’École nationale de la magistrature, et l’École polytechnique).* Par ailleurs, dans le cadre des travaux relatifs à la rénovation du protocole Éducation nationale – Défense, pourrait être étudiée l’introduction de modules ●●●

(1) Communiqué commun du 26 septembre 2012. Voir pages Bretagne du site <http://culturedelapaix.org/festivaljusticepaix/>.

(2) Appel d’EELV au Festival Debout tout le monde. Même source.



François Hollande a appuyé sur le bouton... Le missile fait "Pschitt" dans le ciel breton.

●●● sur les domaines intéressant la Défense lors de la formation initiale et continue des enseignants, afin que ceux-ci disposent des prérequis nécessaires pour enseigner ensuite la défense aux jeunes. » Le monde enseignant qui a largement élu François Hollande souscrira-t-il à ces préconisations sur son métier ou sera-t-il plus sensible aux campagnes sur le désarmement ? La FSU, en tout cas, appelle elle-aussi au Festival Debout tout le Monde du 9 juin.

Le ratage du lancement d'un missile M51 le 5 mai dernier à la pointe de Penmarch (Finistère-Sud) a montré la maîtrise toute "relative" d'une telle arme, qualifiée de fleuron de la technologie militaire par ses promoteurs. Comment réagissent ceux dont la sphère d'activité est concernée par ce "bug" ? Les pêcheurs bretons, par exemple, étaient déjà fortement handicapés par les zones de "clapage" (déversement des déchets avec risque de pollution, d'asphyxie de la faune et de turbidité accrue). Ils subissent aujourd'hui une nouvelle

interdiction de pêche, dans la zone de repérage des débris du missile, en pleine période de pêche de la langoustine, avec les risques de récupérer ultérieurement ces mêmes débris dans leurs filets. De voir ainsi la mer transformée en "poubelle" (Ouest-France, 7/5/2013) les convaincra-t-il de se battre contre la menace nucléaire dans leur région ? Pas sûr : « On sait qu'avec les militaires, on ne pourra pas discuter. Mais on continue notre combat principal, celui contre le clapage. On ira jusqu'au bout. », pouvait-on lire dans *Le Télégramme* du 11 mai 2013.

La presqu'île de Crozon, plus à l'Ouest dans la même région, est le site, depuis de nombreuses années, de rassemblements initiés par le Mouvement de la Paix, à proximité de la base des sous-marins nucléaires de l'Île-Longue. Le Festival international Debout tout le monde y est organisé cette année le 9 juin, journée internationale pour abolir l'arme nucléaire (Voir encadré page 5). Prendra-t-il un relief particulier dans ce contexte

régional et national immédiat, ou rassemblera-t-il seulement les militants pacifistes convaincus de la nécessité d'un changement de politique de Défense ?

Pour Louis Aminot, ancien apprenti, puis technicien et représentant CGT au Comité mixte à la production de l'Arsenal-DCAN Brest, la question des armements et du désarmement, y compris nucléaire, est une dimension importante de sa vie militante. De son point de vue, « le combat contre les armes nucléaires ne peut se cantonner à dénoncer l'ignominie de leur concept, leur dangerosité ou leur coût démentiel. L'éthique et la morale, le TNP, bien sûr. Mais ce combat est avant tout un combat pour la vie, c'est un combat politique pour "le droit de vivre et travailler au pays" ». Peu avant la parution du *Livre blanc* et à l'approche de ce Festival, il livrait le 15 avril ses réflexions sur les conditions de l'engagement de la France dans une telle perspective, qu'il complétait le 9 mai 2013.

● Michèle Kiintz

Sans alternative industrielle, le combat pour le désarmement nucléaire est bancal

Réalités et aberrations trop méconnues des nouvelles générations, le Finistère abrite à Crozon-Île longue la base des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et accueille à Brest-Laninon les bassins nécessaires à leur entretien

et refonte (M51). "Un vivier d'emplois et d'innovations technologiques sécurisées", assène le saint lobby militaro-nucléaire. Aussi, bien que favorables à la paix et à la réduction des dépenses militaires, les Finistériens hésitent à s'engager pleinement dans le combat

contre la bombe. Serait-elle une drogue à accoutumance ? Complexité et retards politico-culturels cumulés depuis le rapport Kanapa de mai 1977 qui prônait le ralliement de la gauche communiste à la dissuasion nucléaire (3). Depuis lors, dans les milieux concernés, ●●●

(3) Jean Kanapa, 1921-1978, responsable de la section de politique internationale du PCF à partir de 1972, du bureau politique en 1975. Ce rapport s'inscrit dans la volonté d'affirmer le caractère national du PCF, face à l'atlantisme et l'europhisme de François Mitterrand, après la rupture de l'Union de la gauche, dans le cadre aussi de tensions avec le PCUS soviétique et de relations contradictoires avec les PC italien et espagnol au sein de "l'eurocommunisme". M.K.



« Quelles alternatives économiques et industrielles pour le bassin d'emploi du Pays de Brest, conçues comme encouragement à l'ouverture d'un processus d'abandon des SNLE et des ogives entreposées à l'Île longue ? »

●●● des corrections ont été apportées à cette option préjudiciable, sans toutefois de véritable débat contradictoire. Généralement invisibles, porteurs de mort, les sous-marins nucléaires assurent un large pan de l'économie régionale... tout en liquidant la Marine et les emplois industriels navals classiques. Rien d'étonnant à ce que les populations se posent d'abord les questions de la pérennité des emplois, celles de la sécurité des personnes environnantes et celles de la qualité des statuts sociaux des travailleurs concernés. Ici, en Bretagne occidentale, la proposition de désarmement nucléaire doit marcher sur ses deux jambes. D'autant que les projets gouvernementaux de Notre-Dame-des-Landes et de ligne LVG Rennes-Nantes lui promettent une marginalisation accrue.

Depuis la loi de programmation militaire Chirac-Million de 1996 et son reformage des armées et arsenaux repris par le gouvernement Jospin en 1997, Brest ne cesse de perdre ses âmes. Sans les engagements de la collectivité brestoise en faveur de la matière grise et de la recherche océanographique en particulier, les dégâts économiques, sociaux et écologiques seraient plus catastrophiques. Fondateur de l'industrie navale et de Brest, désormais simple garage nucléaire, l'Arsenal n'existe plus. Abandonné, il crève à petit feu du fin fond de la Penfeld à Laninon. Sinistrée industriellement, la ville est descendue en quelques années de 154 000 à 141 000 habitants. L'agglomération Brest-Métropole-Océane (BMO - huit communes), peine

à contenir ses 220 000 habitants tandis que le Pays de Brest, qui comprend la presqu'île de Crozon, continue de tutoyer les 400 000. Arrondis par le haut, ces chiffres indiquent une tendance au vieillissement. Les retraités s'installent "chez nous" tandis que les jeunes de plus en plus nombreux s'exilent à contre cœur jusqu'à l'étranger.

Le combat pour l'élimination des armes nucléaires n'avancera vraiment que s'il prend en compte la complexité des questionnements articulant "problématiques locales et globales".

- Quelles alternatives ou reconversions économiques et industrielles pour le bassin d'emplois du Pays de Brest, conçues comme encouragement à l'ouverture d'un processus d'abandon des SNLE et des ogives entreposées à l'Île longue ? En ce domaine, décisif à la mobilisation générale, un gros effort d'investigation reste à accomplir pour combler le fossé d'incompréhension entre les pacifistes et les populations et travailleurs.

**« Le combat
pour l'élimination
des armes nucléaires
n'avancera vraiment
que s'il prend en
compte la complexité
des questionnements
articulant
"problématiques locales
et globales". »**

- Combien coûtera l'abandon, le démantèlement, l'assainissement, la reconversion éventuelle de la Base de l'Île longue et des bassins de Laninon ? Peut-on laisser penser que l'abandon de la dissuasion nucléaire permettra de faire tout de suite des économies ? Le renouveau industriel naval civil suppose des investissements.

- Quels liens établir, quelles actions concertées avec les associations des irradiés de Brest, de Papeete et d'ailleurs ? Quels liens, quelles coopérations et actions concertées avec les travailleurs et leurs organisations syndicales ?

- Faut-il réclamer l'abandon unilatéral de la dissuasion nucléaire par la France (c'est ma préférence) ou plutôt un abandon multilatéral et concerté au plan international ? Les différences entre ces deux options sont importantes. Elles induisent des attitudes différentes de la France au plan européen et international : retrait de l'OTAN, position plus offensive pour la paix et le désarmement au sein de l'ONU. [Voir encadré page 6]

- Quelle Défense en réponse à quelles menaces ? Affaire de police, la lutte contre le terrorisme est évacuée du débat. La politique de Défense et les orientations stratégiques de la France sont élaborées par les tenants de l'idéologie dominante et du complexe militaro-industriel.

Le *Livre blanc* sanctuarise la dissuasion nucléaire. Les *Fremm* (Frégates multi-missions) se fabriquent principalement à Lorient. Saint-Nazaire honore le contrat passé avec la Russie. Les chantiers privés Piriou de Concarneau fabriquent des petits navires pour la Marine nationale. En d'autres temps, la privatisation de la fabrication des armements aurait généré un tollé et la vive protestation des collectivités. Hélas, depuis 2002 et l'expérience des plateformes offshores, BMO a décrété la fin des constructions neuves, sans projet industriel naval. Or, la transition progressive de Brest-Atomik-Base (avec l'Île-longue) vers Brest-la-Bleue, pensée comme capitale océane de la navale (Défense et trafic maritime, près de 90 % du trafic marchand mondial s'effectue par voie maritime), exige la définition d'un projet de reconquête de la mer et des océans et de l'industrie navale avec le déploiement d'une nouvelle marine marchande. Déconstruction des navires en fin de vie, ressources halieutiques, énergies hydrauliques, pêche, plaisance, réparation et construction des bâtiments nécessaires à la Défense et à la Marchande, constituent les éléments du projet à construire démocratiquement, simultanément à la mobilisation pour la sortie et le démantèlement du nucléaire. Sans projet industriel alternatif et d'ensemble crédible, le combat pour la paix restera bancal et demeurera en France l'affaire des seuls pacifistes, sans prise concrète sur et avec le réel. ●●●



9 mai 2013

Tout en reconnaissant l'investissement requis par des manifestations comme le Festival du 9 juin, L. Aminot, s'interroge sur leur caractère répétitif et l'insuffisante connexion avec les préoccupations des populations et des réalités territoriales (Voir citation encadré page 5). Il ajoute :

De plus, sur ces questions, disons de Défense, aucune des formations "nationales" du Front de Gauche (hormis la FASE et les Alternatifs) n'a à ce jour émis de position très déterminée sur le nucléaire militaire et proposé que la France prenne sans attendre des initiatives fortes en faveur du désarmement. Donner l'exemple ou le chemin à suivre serait bienvenu ! Aucune de ces formations n'a créé de vrai "Think Tank" sur ce sujet... [Voir encadré page 6]

En ce qui me concerne, je ne veux pas changer de cap. Je milite depuis les années 1960 pour "le droit des sous-marins nucléaires à mourir tout de suite dans la dignité". (...) La France devrait prendre l'initiative de son propre désarmement nucléaire, elle recevrait tout de suite l'appui d'un nombre considérable

de pays, notamment ceux du BRIC (4) avec lesquels il faut négocier, ogive par ogive, missile par missile "liquidé"... (...) Ce processus [d'abandon de l'arme nu-

« Généralement invisibles, porteurs de mort, les sous-marins nucléaires assurent un large pan de l'économie régionale... tout en liquidant la Marine et les emplois industriels navals classiques. »

cléaire] sera lent, nous le savons, il doit être négocié au plan international sur le plan politique pour obtenir des garanties certifiées dans le cadre de l'ONU, bien sûr, mais y compris sur le plan financier pour obtenir des dédommagements financiers.

Ensuite, il y a le développement industriel... En ce domaine, la ville de Brest et Brest Métropole Océane ont depuis 2002 abandonné ce dossier. Terminées les constructions neuves, inadaptée la déconstruction des navires en fin de vie ! Nous-mêmes avons pris un grand retard dans l'élaboration d'alternatives industrielles. Nous savons que le démantèlement des armes nucléaires et des équipements afférents demandera du temps. Le désarmement nucléaire suppose des investissements, c'est le prix de la Paix. Pour le Pays de Brest et la Bretagne occidentale, pour Cherbourg et le Cotentin, c'est pourtant une question centrale. Il faudrait donc envisager une initiative d'envergure nationale, voire européenne, associant toutes les organisations syndicales, pacifistes et démocratiques disponibles, pour étudier, définir une démarche, des objectifs et les moyens de les atteindre...



● **Louis Aminot**

(4) Regroupement de cinq pays : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.



La FSU, la Gauche anticapitaliste, Europe Écologie les Verts, le PCF, entre autres, apportent leur soutien à cette journée. Le long communiqué commun CGT/Bretagne – Mouvement de la paix du 26/9/2012 prévoyait la journée du 9 juin dans les axes d'actions communes ; sous le titre général "Pour la Paix, l'emploi et la vie", les problématiques bretonnes sont très brièvement abordées : « *En Bretagne, cette restructuration conduite parallèlement à la modernisation de la composante nucléaire s'est traduite par un gâchis humain et industriel considérable et inacceptable pour les travailleurs et les populations concernées. D'autres choix sont possibles, sans briser les hommes et casser les outils industriels mais en faisant d'eux les fers de lance d'une politique de reconquête industrielle pour répondre aux multiples besoins qui se font jour tant en Bretagne qu'en France et dans le monde.* »

Le Programme :

- **10h à 12h30 :**
 - espace débats : deux séries de 5 débats en parallèle
 - espace musique : concert en continu
 - espace art et paix : expos et ateliers
 - espace livres
- **12h30 :** Débat autour du livre *Arrêtez la bombe !* écrit par Paul Quilès (ancien Ministre de la défense), Bernard Norlain (Général d'Armée) et Jean Marie Collin (consultant)
- **13h30-14h30 :** Musique et restauration
- **14h30 :** Prises de paroles
- **15h-16h30 :** Marche pour la paix du port du Fret jusqu'à l'entrée de la base de l'Île Longue
- **16h30-17h30 :** Musique

Une décision unilatérale de la France ?

Cette question que soulève L. Aminot avait été posée à Pierre Villard, à l'occasion de la sortie de son livre. Voici l'extrait concerné de l'entretien (*Cerises* 16/12/2011).

Cerises : On peut imaginer que le combat pour la paix avance de multiples façons : grâce à des avancées multilatérales, par des avancées unilatérales, par la pression des opinions publiques... Dans une telle dynamique, exiger une décision unilatérale de la France de renoncement à l'arme nucléaire ne serait-il pas pertinent ?

Pierre Villard : C'est toujours l'intervention populaire qui fait avancer les choses, y compris par les représentants politiques que les citoyens se donnent. Il faut donc se demander comment convaincre et mobiliser l'opinion publique. Je ne pense pas qu'aujourd'hui la revendication du renoncement unilatéral de la France à l'arme nucléaire soit de nature à rassembler majoritairement nos concitoyens. Il y a beaucoup de questions sur la confiance vis-à-vis des autres pays, sur les mesures de contrôles. Ces sujets sont sensibles et importants. L'action pour un processus multilatéral de Convention d'élimination me semble beaucoup plus mobilisatrice. D'autant plus qu'on peut gagner. Dans le même temps, nous exigeons que la France prenne des initiatives. Ces quinze dernières années, nous avons obtenu que la France ferme son centre d'expérimentations du Pacifique, qu'elle renonce à sa composante terrestre (missiles Pluton, missiles Hadès...). Aujourd'hui nous demandons le gel du programme de renouvellement des missiles M45 par les M51, et le renoncement à sa composante aéroportée. Ce sont des mesures unilatérales. Il faut faire la différence entre agir pour des mesures unilatérales, comme actes nécessaires et crédibles pour aller vers un processus contrôlé d'élimination, et l'exigence d'un renoncement unilatéral à l'arme atomique, qui serait mal compris par l'opinion publique, et donc nous ferait repartir en arrière dans la mobilisation.



Pierre Villard, auteur de *Pour en finir avec l'arme nucléaire* (La Dispute, 2011), préside le Mouvement de la paix depuis 2002.

Front de gauche et Députés Front de gauche (CRC)

Programme *L'humain d'abord* : « Nous déciderons immédiatement le retrait de la France de l'OTAN et nous nous battons pour la disparition de cette organisation... Nous agissons pour la dénucléarisation, pour le désarmement multilatéral et contrôlé de tous les types d'armement dans l'esprit de la Culture de paix promue par l'Unesco et la Charte des Nations Unies. » (page75)

Le groupe CRC vote contre le budget militaire. J.-J. Candelier explique, le 7 novembre 2012 à l'Assemblée nationale : « L'année prochaine sera également marquée par la poursuite de la modernisation de nos armes nucléaires, qui engloutiront 3,4 milliards, soit 21 % des crédits d'équipement. Nous contestons que la dissuasion nucléaire soit l'assurance vie de la nation. Elle ne correspond pas aux nouvelles menaces. De même, il faut écarter le danger de la disparition de la vie sur terre suite à un conflit nucléaire. La France doit s'engager rapidement dans le soutien à la convention d'élimination des armes nucléaires, actuellement soutenue par 146 États. Elle doit respecter les engagements du traité de non-prolifération, bafoués depuis vingt ans, en gelant le programme de nouveaux missiles à tête nucléaire M51....

Cette réorganisation se fait avec un seul objectif : liquider les emplois, dont près de 1 900 emplois civils. N'oublions pas que les civils ont contribué proportionnellement plus que les militaires à la réduction des effectifs. Nous sommes passés de 145 000 personnels civils il y a seize ans à 65 000 aujourd'hui, ce qui est le synonyme d'une externalisation massive. »



De l'ordre colonial à l'ordre libéral De l'aliénation à l'émancipation

Roms, voile, réparation du préjudice esclavagiste : le débat ne fait pas rage. Pourtant il faudra bien lire ce que révèlent l'interdit du voile, les fausses bonnes idées de réparation de la traite négrière, l'agressivité mortifère anti-roms.

Relire Frantz Fanon (1) s'impose. Il a révélé comment le colonialisme était porteur du processus d'aliénation, soulignant qu'esclavage et colonisation ont comme nécessités la transformation de l'indigène en objet et la négation de sa place de sujet. Son ouvrage *Peau noire, masques blancs* analyse « *l'arsenal complexe germé au profond de la situation coloniale* » qui amena le colonisé à se nier pour « *se réfugier dans le rêve de l'autre* ». Le colonisé est objet d'une aliénation. Pour la dépasser, Fanon ne se satisfait pas de la notion du retour « *aux racines du colonisé* », pourtant facteur de prise de conscience, de rupture avec les intériorisations des places assignées : c'est dans l'action que le colonisé se désaliène, détruisant les bases matérielles et idéelles de sa domination.

La bonne question ? Oui, à condition de penser temps et histoire accumulés.

Finies les colonies. Le "Tiers-Monde" s'est organisé, désorganisé, se réinterprète, se recompose, l'alter mondialité rebat les cartes. Désormais, le racisme est celui du monde qui a changé entre élection d'un noir à la Maison Blanche, fin de l'apartheid, victoire du Vietnam, émergence de grands pays non occidentaux mais avec aussi de nouveaux génocides, les Palestiniens parqués, 25 % de la population carcérale étasunienne nègre quand les noirs ne sont que 5 % de la population, et l'islamophobie, donnée européenne et étasunienne prégnante.

Ce n'est plus le racisme de l'ordre inégalitaire imposé, incontesté, sans besoin de stigmatiser, d'injurier fréquemment ni de légiférer à outrance. Tout allait de soi chez les dominants comme chez les dominés. Noirs, Arabes,

musulmans, et désormais Roms deviennent visibles, refusent la place qu'on leur assigne, ont cessé de se rêver "l'autre". Les printemps arabes ont montré combien la question n'est pas celle d'un retour aux sources mais celle de la construction d'une modernité démocratique. Alors, sur les territoires autrefois colonisateurs, Europe et USA, les dispositifs légaux, sectoriels ou nationaux d' "islamo-incompatibilité" fleurissent. C'est un racisme nostalgique de l'ordre, agressif, bavard, salonnard, avide de stigmatisation.

La radicalisation raciale peut être aussi interprétée positivement : les dominés en travail de désaliénation se sentent assez en confiance pour investir des terrains qu'ils n'osaient arpen-ter. La loi écrite est le dernier rempart du dominant quand l'ordre non écrit qui allait de soi est remis en question.

S'il y a de la désaliénation en cours, de ce bord-là du racisme, quelle aliénation demeure qui appelle un racisme renouvelé, sous sa forme islamophobique contemporaine ? Le dévoilement manu militari légal des femmes est ainsi la forme renouvelée de la "mission civilisatrice" non plus de l'homme blanc mais de l' "homo liberalus", structurant un acquiescement modernisé à l'inégalité des humains entre eux. L'ordre libéral, comme en son temps l'ordre colonial, est avide d'inégalité, elle lui est consubstancielle. Aliénation au présent, elle contient les humains en une définition dégradée de l'espèce. Notre égalité n'est pas une conquête politique mais une réalité anthropologique que fonde l'unicité de chaque humain, invalidant tout exercice comparatiste.

**Notre égalité
n'est pas une conquête
politique mais une réalité
anthropologique
que fonde l'unicité
de chaque humain,
invalidant tout exercice
comparatiste.**

● Catherine Destom Bottin



(1) Frantz Fanon, 1925-1961 psychiatre, essayiste français martiniquais et algérien, un des fondateurs du courant tiers-mondiste.



Cerise noire. Le bâtiment abritant des ateliers textiles à Dacca, au Bangladesh, (cf. *Cerises* n°178) a finalement fait 1 127 morts. Un drame pour les adeptes de la compassion. Mais surtout un homicide dans des ateliers d'exploitation des ouvriers. Ce scandale a mis en lumière le travail humain et les conditions de sécurité des prolétaires du textile dans ce pays, 2^e exportateur de vêtements au monde et 3^e fournisseur français. Voilà à quoi mène la course à l'hyper-compétitivité organisée par le capitaliste italien Benetton, l'espagnol Zara, le britannique Marks and Spencer, le suédois H&M, etc. Il ne s'agit pas d'un accident. Mais d'une logique.

Cerise rouge. Les ouvriers bangladais du textile se sont révoltés et ont débrayé dans 80 % des usines, exigeant notamment sécurité et hausses de salaires, autant de brèches dans le dogme de la compétitivité. Le vice-président de l'Association des fabricants et exportateurs de textile a alors entonné le chantage des « *centaines d'usines du secteur qui allaient devoir fermer pour une durée indéterminée en raison de l'agitation d'ouvriers* ». La police a tiré sur les grévistes, qui ont arraché un accord (proposé depuis 2012 par les syndicats IndustriALL et UNI), sur la sécurité incendie et bâtiments. Le protocole institue un inspecteur, chargé de « *concevoir et mettre en œuvre un programme d'inspection de la sécurité incendie crédible et efficace* », indépendant des entreprises... et des syndicats. Il faut dire que les ouvriers exigent aussi de créer des syndicats sans l'autorisation préalable du patron.

Cerise confite. Le lundi de Pentecôte, journée de « *solidarité* » supposée financer la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et jour volé aux salarié-e-s par Raffarin, aurait été travaillé par « *seulement* » 20 % en mai 2013, selon les propagandistes libéraux. Avec une dose de culpabilité, ces cumulards des médias au service des idées du Medef en ont remis une louche. Ils se sont

bien gardés de dire que les salarié-e-s du public et du privé qui n'ont pas travaillé ce jour-là se sont en réalité vu piquer une journée de congé ou de RTT par leur employeur. Il y avait le STO (Service du Travail Obligatoire). Il y a aujourd'hui le STGO (G pour gratuit).

Bigarreau. J'entends d'ici les commentaires. « *Il faut bien financer la dépendance.* » On est d'accord. De la même façon qu'on a créé la Sécurité sociale en 1945 dans une France ruinée et solidaire, on devrait arriver à financer la 5^e branche dans un pays en récession. Et si le Front de gauche déclarait : « *2014, année sans dividendes pour les actionnaires du CAC 40* ». Ou plutôt : un mois de dividendes pour le handicap, deux pour la dépendance, et trois fois trois mois pour les retraites, la prévention-santé, l'investissement écologique et industriel. Qui calcule l'idée ?

Tomate-cerise. C'était couru. Il y a quelques mois, devant 15 000 maires et adjoints, François Hollande avait affirmé, avant de rétro-pédaler, qu'il allait laisser « *le droit à la liberté de conscience* » aux élus qui refuseraient de marier des homosexuels. À ce compte-là, pourquoi ne refuserait-on pas de marier une femme noire et un homme blanc au nom de la liberté de conscience ? Aussitôt la loi Taubira votée, les réactionnaires se sont donc engouffrés dans la brèche, à l'instar du maire UMP de Vienne, Jacques Remiller. Si ces élus avaient un vrai problème de conscience, ils démissionneraient.

Cerise mystère.

- A. Siège du *Quotidien du peuple*, organe central du Parti communiste chinois.
- B. Ministère du Redressement productif.
- C. Bourse de Francfort.



Réponse : A

● Philippe Stierlin



Que disent les violences et les “révoltes” ?

L'éditorial de *Cerises*, “On a toujours raison de se révolter” (1) signé de Stéphane Lavignotte, a suscité une réaction, de Guillaume Liégard, l'un des animateur de Gauche anticapitaliste, dont nous publions des extraits. Stéphane Lavignotte y répond, et *Cerises* aussi.

Toute violence n'est pas révolte

L'édito de Stéphane Lavignotte dans *Cerises* n°178 est pour le moins surprenant. Sa comparaison et son double éloge des émeutes du Trocadéro et de la chaîne humaine de Notre-Dame-Des-Landes traduit en réalité une double méconnaissance.

La première, certes pas vraiment décisive, concerne l'évolution du football. La phrase suivante est éminemment problématique. « *L'actuel président du PSG et ses actionnaires ont défiguré un sport populaire et turbulent en spectacle standardisé pour droits télévisuels planétaires, avec Tour Eiffel en fond.* » Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas l'arrivée d'un fond d'investissement du Qatar en 2011 qui a enclenché la corruption généralisée du football par l'argent. Ni en Europe, le Milan AC de Berlusconi et le poids des oligarques russes dans le football anglais sont là pour le rappeler. Ni en France, des années Tapie à Marseille en passant par la gestion Aulas de l'Olympique Lyonnais, sans même parler de l'éphémère présence de Lagardère père dans le Matra Racing, on le voit, cela fait belle lurette que le problème existe. Et puis le PSG d'avant, ce n'était

quand même guère reluisant. Certes, il y avait l'affrontement entre les tribunes Auteuil populaires, chaleureuses et le Kop de Boulogne et ses fachos. Mais le PSG n'a jamais été un club populaire à proprement parler, tout au plus était-il lié historiquement à la communauté portugaise bien particulière dans sa composition sociale et son expression politique. (...)

Mais c'est sur un deuxième aspect bien plus politique que je voudrais insister. L'article se conclut ainsi : « *Tout au long de l'histoire, des Jacqueries du Moyen-âge aux émeutes de 2005 en banlieue, les colères populaires ont été dépolitisées parce que leur message de douleur sociale et de refus de la société était impossible à intégrer, y compris par ceux qui, comme nous, jouent finalement le jeu, d'élections en manifestations Bastille-Nation... Solidarité avec les émeutiers et merde aux Condés !* ».

La comparaison avec NDDL est sans fondement et pour tout dire assez choquante. La question n'est pas sur la forme, violente ou non, mais sur le contenu. Même s'il s'agit de manifestations d'une société en crise, la nature de ces manifestations est évidemment décisive.

Tout mouvement collectif a un sens qui se donne à voir, ou pas. L'appréciation, bien hasardeuse, de « *refus de la société* » est en soi un acte de foi. En réalité, s'il fallait chercher un message ce serait plutôt, à la rigueur, une volonté de s'intégrer à une société qui les exclut qu'une dénonciation du système. Mais le problème n'est sans doute même pas là. Et il est exclu d'être solidaire d'actions comme de détrousser un car de touristes. D'autant que le parallèle entre le Trocadéro et la forêt de Sherwood s'annonce épineux. Non, il ne s'agissait pas de robins des bois à capuches.

On peut essayer de comprendre ce qui s'est passé, critiquer une répression judiciaire toujours bien plus sévère pour ce type de débordements que par exemple une mise à sac de préfecture par la FNSEA. Mais soutenir ou s'en réclamer, non.

En réalité, et c'est un vieux débat, tout acte de violence issu de milieux populaires n'est pas nécessairement progressiste. Les exemples sont hélas très nombreux. Pour en rester à la France, on pourrait parler des émeutes anti-belges perpétrées par les mineurs du Nord Pas-de-Calais dans ●●●

(1) <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4017>

●●● les années 1880 ou les pogroms anti-italiens à la même époque. Mais bien plus proche de nous, j'ai le souvenir douloureux de manifestations lycéennes littéralement dépecées par des bandes. Le souvenir d'élèves qui à peine sortis de leur lycée de Saint-Denis (ou d'ailleurs) étaient déjà dépouillés avant même d'avoir pris le métro ou le RER. Contrairement à ce qui se pense parfois dans une partie de la gauche, les bandes en banlieues ce ne sont pas les exclus des exclus, ceux qui auraient été rejetés de tout, y compris du système éducatif. Massification scolaire oblige, il n'y a pas ceux qui sont encore scolarisés et ceux qui sont rejetés dans leurs cités, la situation est beaucoup plus poreuse. Pour avoir eu en classe les deux types d'élèves, ceux qui vont manifester et ceux qui pensent qu'il s'agit d'un "free market", je vois l'ampleur du problème. En des termes anciens, il ne fait pas de doute que c'est le terme "*lumpenproletariat*" qui serait le plus adéquat. Il faut comprendre, expliquer mais certainement pas justifier et encore moins soutenir.

● **Guillaume Liégard**

Réponse de Stéphane Lavignotte

Au croisement de ma culture écologiste et de ma foi chrétienne, il y a la non-violence. Cela me sépare de la tradition communiste révolutionnaire, celle dont Guillaume est issu, qui croit souvent que c'est un outil "neutre", que la question est : qui l'utilise dans quel but ? Je pense que la violence est une stratégie en général contre-productive, moralement problématique et qui alimente ce que la gauche combat : la puissance des puissants. L'histoire a montré que l'arrivée au pouvoir par la violence fait souvent s'y maintenir par le même moyen. Le fond est dans la forme. Il y a aussi des cas - comme le disait Gandhi - où entre la lâcheté et la

violence, il faut choisir la violence. Mais il y a une différence entre faire des choix conscients sur les pratiques et les stratégies et, de l'autre, analyser la violence des dominés quand elle explose.

Je voulais dans cet édito questionner deux limites dans la façon de penser ces questions dans nos courants. D'abord, le "partage du sensible", que beaucoup de militants font entre des violences qu'ils soutiennent spontanément (en invoquant la réponse à la violence de l'État, des patrons, etc.) et pour laquelle nous demandons l'amnistie, et celles qu'ils condamnent immédiatement. Peut-on si facilement argumenter cette différence de position ? Seconde chose que je voulais questionner : qu'est-ce qui est politique ? Comment expliquer qu'on condamne souvent sur le moment (les émeutes de banlieue du début des années 1980 jusqu'à 2005) ce qu'on perçoit plus tard comme politique, sinon notre difficulté à percevoir les formes dans lesquelles s'exprime spontanément la politique du populaire ? Cela ne montre-t-il pas aussi (le terme de "*lumpenproletariat*" qu'utilise Guillaume est parlant) qu'une partie de la gauche a souvent "choisi" le "peuple" qui lui allait bien, rejetant les franges les moins présentables (et aujourd'hui les moins blanches). Bien sûr, le fait que ce soit "politique" n'implique pas forcément que cela soit de gauche : des ratonnades sont des actes politiques, ce ne sont pas notre politique même si elles sont populaires. Mais les émeutes du Trocadéro n'étaient pas cela, je n'ai pas eu l'impression que cela ait été non plus du racket des uns envers les autres (je n'ai pas entendu de témoignages en ce sens) et j'avoue ma sympathie spontanée pour le désordre ainsi créé dans le spectacle marchand...

La conclusion du texte («Solidarité avec

les émeutiers, mort aux condés») est une référence un peu provocatrice à la chanson "Cayenne", chanson anarchiste du début du XX^e siècle, époque - on se souvient de la Bande à Bonnot - où le débat se posait déjà de la limite pas si évidente entre politique et délinquance, prolétariat et voyous... J'avoue qu'entre Jules Bonnot et Jules Guesde, ma sympathie va au premier.

● **Stéphane Lavignotte**

Un point de vue de Cerises

Stéphane Lavignotte provoque, car il ne se contente pas de reprendre le point de vue médiatique dominant sur les violences du Trocadéro. Il constate que le bel agencement d'un spectacle standardisé pour des droits télévisuels planétaires a volé en éclat à l'occasion de ces événements. Et il invite à en avoir une lecture politique, contre la manière dont on se plait à les lire habituellement. De ce point de vue, le rapport entre la lutte de Notre-Dame-des-Landes et les émeutes du Trocadéro est dans le fait que, dans les deux cas, la violence vient bousculer le jeu politico-médiatique. Cette dimension n'a rien à voir avec les violences commises par des jeunes contre des lycéens manifestant, qui n'ont rien d'une révolte. Certes, il convient de prendre garde à ne pas glisser/extrapoler/généraliser - toute violence n'est pas révolte, toute émeute n'appelle pas notre solidarité, etc. - ; cependant, ceux qui se revendiquent du combat pour l'émancipation ont à apprendre des mouvements de la société, fussent-ils "scandaleux".

● **Gilles Alfonsi et Michèle Kiintz**

Image de la semaine

Ne laisser ni les Valls, ni le FN banaliser les discriminations



● **Politique et musique sont deux mots qui vont très bien ensemble**, c'est le cas dans le programme de la prochaine journée du séminaire Communisme :

- 10h00 : "Angles morts et leçons du communisme"
- 14h00 : "Combat anthropologique"
- 17h30 : "Concert Niobé"
- 20h00 : "Droit de suite sur l'État"

Pensez à vous inscrire au buffet de midi et repas chaud du soir.
Toutes précisions en page d'accueil sur www.comunistesunitaires.net



● **La politique sans poésie est une partition sans musiciens**, écrivait en substance Laurent Eyraud-Chaume la semaine dernière. Un motif supplémentaire pour se gorger du miel des poètes en allant aux séances de la Biennale du Val-de-Marne, du 24 mai au 2 juin. La « *poésie (est) au cœur du monde* » affiche ce Festival international qui tient parole par son programme à découvrir sur le site <http://www.biennaledespoetes.fr/>. À

défaut de pouvoir en être, lisez les textes en ligne et repérez les auteurs à découvrir de tous pays.



● **Solidarité financière et politique avec les Fralib**. Trois plans de licenciements (Plan de "sauvegarde" de l'emploi) retoqués par le tribunal. Deux ans de grève, un projet de reprise en scop par les salariés : production sur place, relance de la production locale d'arômes naturels

en lieu et place des arômes chimiques actuellement utilisés par Unilever. Les Fralib ont besoin de la marque Éléphant de leur site. Unilever fait le forcing en toute illégalité et suspend le paiement des salaires. Les Fralib ont besoin de notre aide financière : Bourse du travail, à l'intention de la CGT Fralib, Cours Beaumont 13400 Aubagne, plus sur <http://cgt.fralibvira.over-blog.com/>

Bienenstich

Un radis : rouge à l'extérieur, blanc dedans

Le 23 mai 1863 était constituée l'Association générale allemande des travailleurs, qui deviendra Parti socialiste ouvrier, puis Parti social-démocrate (SPD). Qu'est-il advenu de ce SPD qu'une exposition a célébré à l'automne 2012 au Bundestag sous le titre "Pour la liberté, la justice et la solidarité" ?

Pour beaucoup de socialistes : luttes revendicatives de la fin du XIX^e siècle, soulèvements de 1918-19, manifestations de masse de la République de Weimar, actions clandestines sous le III^e Reich. Pour nombre de dirigeants : séduction du prussianisme de Bismarck, vote des crédits de guerre en 1914, écrasement des barricades par un Noske socialiste et assassinat de Liebknecht et Luxemburg, politique du "moindre mal" qui favorisera l'avènement du nazisme. L'écrivain Kurt Tucholski qualifiait la social-démocratie de « radis : rouge à l'extérieur, blanc dedans ».

1959, le programme de Bad Godesbergen souscrivant à l'économie libérale de marché et à la propriété privée des moyens de production, à l'OTAN marque la rupture définitive du parti avec ses origines. Si Willy Brandt amorce une ouverture à l'Est, il entame aussi les "interdits professionnels" contre les militants de gauche, ouvrant une période de lois d'exception que Helmut Schmidt accentue, parallèlement à l'ancrage dans l'OTAN.

Les "lois Hartz" et l'"agenda 2010" de Schröder sont le dernier point d'orgue de cette évolution. Certains sociaux-démocrates, devant ces abandons successifs, participent à la fondation en 2007 de *Die Linke*.

En campagne électorale pour le parlement, le SPD gauchit les tonalités de son discours, avec pour titre de son programme "LE Nous DÉCIDE", les têtes de chapitres montrant qu'il s'agit au plus d'édulcorer les réalités. « Gouverner l'Allemagne mieux

et plus justement, pour un nouvel équilibre social dans notre pays » - comme si l'actualité à la Merkel était dans le "bien" et le "juste" - et l'éternelle « égalité des chances » de la méritocratie, entre autres. C'est ce qui amenait récemment Oskar Lafontaine à inclure le SPD dans un « parti unique » allant jusqu'à la droite.



● Michèle Kiintz

Τυροπιτάκια

Quand les nazis grecs rêvent d'une nuit de cristal

L'Association des musulmans de Grèce a reçu le 18 mai dernier la lettre suivante : « Assassins musulmans, jusqu'au 30 juin, vous arrêtez votre bordel ou vous irez en enfer. À partir du 1^{er} juillet, ceux qui sont toujours ici seront massacrés comme des poulets sur la route. Il y aura du sang. » L'appel au meurtre porte le filigrane de Chrissi Avghi, le parti néo-nazi ; il s'adresse sans doute possible aux Grecs musulmans.

L'existence de la minorité musulmane grecque est d'importance : jusqu'à la première guerre mondiale, Thessalonique était une ville cosmopolite comptant une importante communauté juive mais également des Arméniens, des Grecs, des Turcs et des Bulgares. Le Traité de Lausanne en 1923 mit fin à cette cohabitation, puis la communauté juive fut décimée durant l'occupation nazie. Depuis, les nationalistes n'ont eu de cesse de contenir la population musulmane et turcophone, présentée comme un danger pour l'unité du pays.



● Gilles Boitte

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

